

No. 33382

**FRANCE
and
SLOVENIA**

**Agreement concerning international carriage of goods by
road (with protocol). Signed at Annecy, France, on
26 May 1994**

Authentic texts: French and Slovene.

Registered by France on 25 November 1996.

**FRANCE
et
SLOVÉNIE**

**Accord concernant les transports routiers internationaux de
marchandises (avec protocole). Signé à Annecy (France)
le 26 mai 1994**

Textes authentiques : français et slovène.

Enregistré par la France le 25 novembre 1996.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLI-
QUE SLOVÈNE CONCERNANT LES TRANSPORTS ROUTIERS
INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES

Désireux de favoriser les transports routiers de marchandises entre les deux Etats, ainsi que le transit à travers leur territoire,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les dispositions du présent Accord s'appliquent au trafic international de marchandises, c'est-à-dire aux transports pour compte d'autrui ou pour compte propre, en provenance ou à destination de l'un des Etats contractants, assurés au moyen de véhicules immatriculés dans l'autre Etat contractant, ainsi qu'au trafic en transit assuré à travers le territoire de l'un des Etats contractants par un véhicule automobile immatriculé dans l'autre Etat contractant.

Le terme entreprise utilisé dans le présent Accord doit être entendu comme toute entreprise habilitée à effectuer des transports internationaux conformément aux règles en vigueur dans chaque Etat partie à l'Accord.

Article 2

Les entreprises d'une partie contractante ne sont pas autorisées à effectuer des transports intérieurs sur le territoire de l'autre partie contractante.

Article 3

Tous les transports de marchandises, visés à l'article 1er du présent Accord ainsi que les déplacements à vide des véhicules, sont soumis au régime de l'autorisation préalable.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1996 par notification, conformément à l'article 20.

Article 4

Les entreprises de l'un des deux Etats peuvent effectuer, sous-couvert des autorisations visées aux articles 5-7-8 et 9 du présent Accord, des transports entre le territoire de l'autre Etat et un Etat tiers à condition que ces transports soient effectués en transit par le pays d'immatriculation du véhicule.

Toutefois ces transports peuvent être effectués sans transit par le pays d'immatriculation du véhicule après obtention d'une autorisation spéciale délivrée par les autorités compétentes de l'autre partie contractante.

Article 5

1. Les autorisations de transport sont délivrées aux entreprises par les autorités compétentes de l'Etat d'immatriculation des véhicules au moyen desquels sont effectués les transports, et, le cas échéant, dans la limite des contingents fixés chaque année, d'un commun accord, par les parties contractantes, soit par échange de correspondances, soit par la Commission Mixte prévue à l'article 17.

2. A cette fin, les administrations compétentes des deux Etats échangent les imprimés nécessaires.

Article 6

Sont dispensés de l'autorisation prévue à l'article 3 du présent Accord :

- a) les transports à caractère humanitaire ;
- b) les transports de marchandises au moyen de véhicules automobiles dont le poids total en charge (y compris celui des remorques) n'excède par six tonnes ou dont la charge utile autorisée (y compris celle des remorques) ne dépasse pas 3,5 tonnes ;
- c) les transports d'objets et d'oeuvres d'art destinés à des foires, à des expositions ou à des démonstrations ;
- d) les transports occasionnels d'objets et de matériels destinés exclusivement à la publicité ou à l'information ;
- e) les transports de déménagements effectués par des entreprises disposant de personnel et de matériel spécialisés ;

f) les transports de matériels, d'accessoires et d'animaux à destination ou en provenance de manifestations théâtrales, musicales, cinématographiques, sportives, de cirques, de foires ou de kermesses, ainsi que ceux destinés aux enregistrements radiophoniques, aux prises de vues cinématographiques ou de la télévision ;

g) Les transports de bagages par remorques adjointes aux véhicules destinés aux transports de voyageurs, ainsi que les transports de bagages par tout autre genre de véhicule à destination ou en provenance des aéroports ;

h) les transports postaux ;

i) l'entrée des véhicules de dépannage et de remorquage, ainsi que le transport des véhicules endommagés ;

j) les transports funéraires au moyen de véhicules spécialement aménagés à cet effet ;

k) les transports de cadavres d'animaux pour l'équarrissage ;

l) les transports d'abeilles et d'alevins ;

m) les transports d'animaux vivants au moyen de véhicules spécialisés ;

n) les transports de marchandises précieuses au moyen de véhicules spéciaux.

Article 7

1. Les autorisations, sont de deux types :

a) autorisations à temps valables pour un nombre indéterminé de voyages et pour une durée d'une année calendaire ;

b) autorisations au voyage valables pour un ou pour plusieurs voyages et dont la durée de validité ne peut excéder trois mois.

2. L'autorisation de transport confère au transporteur le droit de prendre en charge des marchandises au retour.

Article 8

Les autorisations sont imprimées dans les langues des deux parties contractantes, selon des modèles arrêtés d'un commun accord par leurs autorités compétentes.

Article 9

1. Les autorisations sont établies au nom de l'entreprise qui effectue le transport ; elles sont incessibles.

2. Les autorités compétentes délivrent gratuitement les autorisations prévues par le présent Accord.

3. Les autorisations de transport doivent se trouver à bord des véhicules et être présentées à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

4. Les autorisations doivent être accompagnées d'un compte-rendu de transport qui est visé par le service des douanes à l'entrée et à la sortie du territoire de l'Etat pour lequel elles sont valables.

Article 10

Si le poids ou les dimensions du véhicule ou du chargement dépassent les limites admises sur le territoire de l'autre partie contractante, le véhicule doit être muni d'une autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente de cette partie contractante.

Article 11

1. Les entreprises effectuant des transports prévus par le présent Accord sont soumises aux impôts et taxes en vigueur sur le territoire de l'autre partie contractante pour les transports effectués sur ce territoire.

2. Toutefois, les deux parties contractantes peuvent accorder des réductions ou des exonérations de ces impôts et taxes dans la mesure définie au Protocole visé à l'article 18 du présent Accord.

Article 12

Les membres de l'équipage du véhicule peuvent importer en franchise et sans autorisation d'importation leurs effets personnels et l'outillage nécessaire à leur

profession pour la durée de leur séjour dans le pays d'importation. Ils peuvent réexporter ces articles sans autorisation.

Article 13

Sont dispensées de droits et taxes perçus à l'importation sur le territoire de l'une ou l'autre des parties contractantes, les pièces de rechange importées temporairement pour les réparations des véhicules routiers en circulation internationale.

Lesdites importations demeurent soumises à la réglementation nationale en vigueur sur le territoire de l'une ou l'autre des parties contractantes. Les pièces remplacées seront réexportées ou détruites sous contrôle des services douaniers.

Article 14

Les bénéficiaires des autorisations et leur personnel sont tenus de respecter, sur le territoire des parties contractantes, les réglementations en vigueur concernant les transports, la circulation routière, la douane et la police.

Article 15

La législation interne de chaque partie contractante s'applique à toutes les questions qui ne sont pas réglées par le présent Accord ou par les conventions internationales auxquelles adhèrent les parties contractantes.

Article 16

En cas de violation des dispositions du présent Accord commise sur le territoire d'une des parties contractantes, les autorités compétentes de l'Etat où le véhicule est immatriculé sont tenues, sur la demande des autorités compétentes de l'autre partie contractante, d'appliquer l'une des sanctions suivantes :

a) avertissement ;

b) suppression, à titre temporaire ou définitif, partiel ou total, de la possibilité d'effectuer des transports visés à l'article 1er du présent Accord sur le territoire de l'Etat où la violation a été commise.

Les autorités qui prennent la sanction sont tenues d'en informer celles qui l'ont demandée.

Article 17

1. Les représentants des deux Administrations se réunissent en Commission Mixte pour assurer la bonne exécution de l'Accord et l'adapter à l'évolution du trafic et échanger tous les renseignements nécessaires statistiques ou autres.

2. Ladite Commission se réunit, périodiquement et en tant que de besoin à la demande de l'une des parties contractantes, en alternance sur le territoire de chacune des parties contractantes.

Article 18

1. Les parties contractantes règlent les modalités d'application du présent Accord par un Protocole signé en même temps que ledit Accord.

2. La Commission Mixte prévue à l'article 17 du présent Accord est compétente pour modifier, en tant que de besoin, ledit Protocole.

Article 19

Les dispositions du présent Accord s'appliquent sans préjudice des réglementations et obligations présentes et à venir nées du Traité de Rome instituant les Communautés Européennes.

Article 20

Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des parties contractantes peut dénoncer le présent Accord avec un préavis minimum de 3 mois.

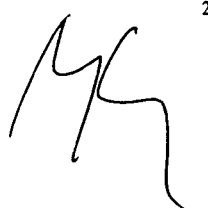
Chaque Partie notifie à l'autre Partie l'exécution des procédures nécessaires, en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet à la date de réception de la dernière de ces notifications.

Fait à Annecy, le 26 mai 1994 en deux exemplaires en langues française et slovène, chacun faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

 1

Pour le Gouvernement
de la République slovène :

 2

¹ Bernard Bosson.

² Igor Umek.

PROTOCOLE ÉTABLI EN VERTU DE L'ARTICLE 18 DE L'ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOU-
VERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SLOVÈNE CONCERNANT LES
TRANSPORTS ROUTIERS INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES

En vue de l'application dudit Accord, la délégation française et la délégation slovène sont convenues de ce qui suit :

Pour ce qui concerne les articles 7-8-9.

a) Les autorisations valables sur le territoire slovène portent les lettres "SLO" dans la partie supérieure gauche, celles valables sur le territoire français la lettre "F".

b) Les autorisations sont numérotées et portent le timbre et la signature de l'autorité qui les délivre.

c) Les autorisations à temps sont imprimées sur un papier de couleur blanche. Les autorisations au voyage sont imprimées sur un papier de couleur verte.

d) Les comptes-rendus qui accompagnent les autorisations comportent :

- le nom de l'entreprise
- les dates des voyages à l'aller et au retour
- le numéro de l'autorisation à laquelle ils se rapportent
- le numéro d'immatriculation du véhicule qui effectue le transport
- la charge utile et le poids total en charge du véhicule
- le point de chargement et le point de déchargement de la marchandise
- la nature et le poids de la marchandise transportée
- un emplacement pour le cachet de la douane.

e) les autorisations et les comptes-rendus sont retournés par les bénéficiaires au service qui les a délivrés, après utilisation ou à l'expiration de leur période de validité en cas de non utilisation.

Pour ce qui concerne l'article 10

Les demandes d'autorisations spéciales doivent être présentées :

a) en ce qui concerne les transporteurs français :

Slovenska Cestna Podjetja
LJUBLJANA
SLOVENIE

b) en ce qui concerne les transporteurs slovènes :
à la Préfecture du département d'entrée en territoire français ou à la Préfecture du département français de chargement.

Pour ce qui concerne l'article 11

Les entreprises qui effectuent au moyen de véhicules routiers immatriculés dans l'une des Parties Contractantes, des transports bilatéraux régis par l'Accord du 26 mai 1994, sont exemptées, sur la base de la réciprocité, des taxes ou impôts désignés ci-après:

a) en France, de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers (dite "taxe à l'essieu") instituée par l'article 16 de la loi n° 67-1114 du 21 décembre 1967 modifiée.

b) En Slovénie, des taxes routières déterminées par la loi relative aux transports internationaux.

Pour ce qui concerne les article 16-17

Les autorités compétentes pour l'exécution de l'Accord sont :

- pour la partie française :

Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports
Direction des Transports Terrestres
Grande Arche - Paroi Sud
92055 Paris la Défense Cédex 04

- pour la partie slovène:

Ministrstvo za Promet in Zveze
Prešernova 23
61000 LJUBLJANA
SLOVENIJA

Contingent :

1) Pour la première année d'application de l'Accord, le nombre annuel de voyages "aller" et "retour" que les transporteurs de l'un des pays sont admis à exécuter sur le territoire de l'autre pays, en transit par ce pays ou en trafic triangulaire est fixé à 14.000 et, pour les transports "pays tiers" à 100.

2) Chaque autorisation à temps est comptée forfaitairement pour 40 voyages.

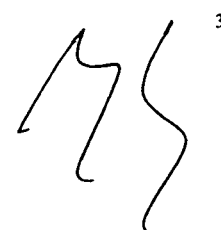
[Le présent Protocole est établi, en deux exemplaires, en langue française et slovène, chacun faisant également foi.]¹

Fait à Annecy, le 26 mai 1994

Pour le Gouvernement
de la République française :

 2

Pour le Gouvernement
de la République slovène :

 3

¹ Le paragraphe entre crochet n'apparaît pas dans le texte authentique slovène — The paragraph between brackets does not appear in the Slovenian authentic text.

² Bernard Bosson.

³ Igor Umek.

[SLOVENE TEXT — TEXTE SLOVÈNE]

SPORAZUM MED VLADO REPUBLIKE FRANCIJE IN VLADO REPUBLIKE SLOVENIJE O MEDNARODNEM CESTNEM PREVOZU STVARI

VLADA REPUBLIKE FRANCIJE IN VLADA REPUBLIKE SLOVENIJE

sta se v želji, da bi spodbudili cestni prevoz stvari med državama in tranzit čez svoji ozemlji, dogovorili o naslednjem:

1. člen

Določila tega sporazuma veljajo za mednarodni javni prevoz stvari ali za prevoz stvari za lastne potrebe iz oziroma v eno od držav pogodbenic z vozili, ki so registrirana v drugi državi pogodbenici, ter za tranzitni prevoz čez ozemlje ene od držav pogodbenic z vozili, ki so registrirana v drugi državi pogodbenici.

Izraz "izvajalec" pa v tem sporazumu pomeni vsakega prevoznika, ki je pravno usposobljen za opravljanje mednarodnega prevoza v skladu s predpisi, veljavnimi v vsaki državi podpisnici tega sporazuma.

2. člen

Izvajalci ene pogodbenice ne smejo opravljati notranjih prevozov na ozemlju druge pogodbenice.

3. člen

Za vsak prevoz stvari iz 1. člena tega sporazuma in za vsako pot praznih vozil je treba predhodno pridobiti dovoljenje.

4. člen

Izvajalci ene države lahko v skladu z dovoljenji iz 5., 7., 8. in 9. člena tega sporazuma opravljajo prevoze med ozemljem druge države in ozemljem neke tretje države, če gre za tranzitne prevoze čez državo, v kateri je registrirano vozilo.

Prevozi iz prejšnjega odstavka se lahko opravljajo tudi brez tranzita čez lastno državo po pridobitvi posebnega dovoljenja pristojnih organov druge pogodbenice.

5. člen

1. Izvajalci pridobijo dovoljenja za prevoz stvari od pristojnih organov države, kjer so registrirana vozila, s katerimi opravljajo prevoze in to na podlagi kontingenta, ki ga pogodbenici vsako leto sporazumno določita z izmenjavo pisem oziroma na podlagi sklepov mešane komisije iz 17. člena tega sporazuma.

2. V ta namen pristojni organi obeh držav izmenjajo potrebne obrazce.

6. člen

Dovoljenj iz 3. člena tega sporazuma so oproščeni:

- a) humanitarni prevozi;
- b) prevozi stvari z motornimi vozili, katerih skupna masa tovora (vključno s tovorom prikolic) ne presega 6 ton oziroma katerih dovoljena nosilnost (vključno z nosilnostjo prikolic) ne presega 3,5 tone;
- c) prevozi umetniških predmetov in umetnin, namenjenih sejmom, razstavam ali javnim nastopom;
- d) priložnostni prevozi predmetov in opreme, namenjenih izključno reklami ali obveščanju javnosti;
- e) selitveni prevozi, ki jih opravljajo izvajalci, ki razpolagajo s posebno opremo in osebjem za selitve;
- f) prevozi opreme, pripomočkov in živali za ali po končanih gledaliških, glasbenih, kinematografskih, športnih, cirkuških, sejmskih prireditvah ali ljudskih slavnih kakor tudi radijskih prenosih in filmskih ali televizijskih snemanjih;
- g) prevozi prtljage s prikolicami, priključenimi na vozila, ki so namenjena za prevoz potnikov, kakor tudi prevozi prtljage z vsemi drugimi vrstami vozil na letališča in z njih;
- h) poštni prevozi;
- i) prihod vozil za popravilo in vleko poškodovanih avtomobilov ter prevoz poškodovanih vozil;

- j) pogrebni prevozi s posebnimi vozili;
- k) prevozi živalskih trupel za odiranje in razkosanje;
- l) prevozi čebel in ribjega zaroda;
- m) prevozi živih živali s posebnimi vozili;
- n) prevozi dragocenega blaga s posebnimi vozili.

7. člen

1. Obstajata dve vrsti dovoljenj:

- 1) terminska dovoljenja, ki veljajo za nedoločeno število potovanj in za koledarsko leto;
- 2) dovoljenja, ki veljajo za eno ali več voženj, vendar za največ tri mesece.

2. Dovoljenje daje prevozniku pravico, da ob vrnitvi prevzame blago.

8. člen

Dovoljenja se tiskajo v jezikih obeh pogodbenic na obrazcih, o katerih se sporazumejo pristojni organi.

9. člen

1. Dovoljenja se glasijo na ime izvajalca, ki opravlja prevoz, in so neprenosljiva.

2. Pristojni organi izdajajo dovoljenja, ki jih predvideva ta sporazum, brezplačno.

3. Dovoljenja morajo biti v vozilu, tako da jih izvajalec na zahtevo uradne osebe, pooblaščen za nadzor, lahko takoj pokaže.

4. Dovoljenja morajo imeti v prilogi transportno poročilo, ki ga potrdi carinska služba na vstopu in izstopu z ozemlja države, za katero veljajo.

10. člen

Če teža oziroma velikost vozila oziroma tovora presega meje, dovoljene na ozemlju druge pogodbenice, mora pristojni organ te pogodbenice za takšno vozilo izdati posebno dovoljenje, ki je v vozilu.

11. člen

1. Izvajalci, ki opravljajo prevoze, predvidene s tem sporazumom, morajo plačati davke in takse, veljavne na ozemlju druge pogodbenice, za prevoze, opravljene na tem ozemlju.

2. Pogodbenici lahko do višine, določene v protokolu na podlagi 18. člena tega sporazuma, odobrita znižanje ali oprostitev plačila teh davkov in taks.

12. člen

Vozno osebje lahko brez carine in uvoznega dovoljenja uvozi osebno garderobo in orodje, potrebno za opravljanje svojegadela med bivanjem v državi uvoza. Te predmete lahko brez dovoljenja ponovno izvozi.

13. člen

Ob uvozu na ozemlje ene ali druge pogodbenice so plačila carin in davkov oproščeni rezervni deli, ki se začasno uvozijo zaradi popravil cestnih vozil v mednarodnem prometu.

Za te uvoze velja državna zakonodaja ene ali druge pogodbenice. Zamenjani deli bodo izvoženi ali uničeni pod nadzorom carinske službe.

14. člen

Uporabniki dovoljenj in njihovo osebje morajo na ozemlju pogodbenec spoštovati predpise, zlasti tiste, ki se nanašajo na prevoze, cestni promet, carino in policijo.

15. člen

Notranja zakonodaja vsake pogodbenice velja za vsa vprašanja, ki jih ta sporazum oziroma mednarodne konvencije, h katerim sta pogodbenici pristopili, ne urejajo.

16. člen

Ob kršitvi določil tega sporazuma na ozemlju ene od pogodbenic morajo pristojni organi države, v kateri je vozilo registrirano, na zahtevo pristojnih organov druge pogodbenice sprejeti enega od naslednjih ukrepov:

a) opozorilo;

- b) začasna ali dokončna, delna ali popolna ukinitvev možnosti za opravljanje prevozov iz 1. člena tega sporazuma na ozemlju države, v kateri je bila storjena kršitev.

Organi, ki sprejmejo ukrep, morajo o njem obvestiti organe, ki so ukrep zahtevali.

17. člen

1. Za zagotovitev uspešnega uresničevanja sporazuma in njegovega usklajevanja z razvojem prometa ter izmenjave potrebnih statističnih in drugih podatkov, se predstavniki pristojnih organov obeh pogodbenic sestajajo kot mešana komisija.

2. Mešana komisija se na zahtevo ene od pogodbenic sestaja občasno in po potrebi izmenično na ozemlju ene in druge pogodbenic.

18. člen

1. Pogodbenici urejata načine in pogoje izvajanja tega sporazuma s protokolom, ki ga podpišeta hkrati s sporazumom.

2. Mešana komisija iz 17. člena tega sporazuma, je pooblaščenca, da spremeni protokol, če je potrebno.

19. člen

Določila tega sporazuma veljajo ne glede na sedanje in prihodnje predpise in obveznosti, določene z Rimsko pogodbo, s katero je bila ustanovljena Evropska skupnost.

20. člen

Ta sporazum je sklenjen za nedoločen čas. Vsaka od podpisnic ga lahko odpove z vsaj trimesečnim odpovednim rokom.

Vsaka pogodbenica obvesti drugo o zaključku postopkov, potrebnih za začetek veljavnosti tega sporazuma, ki začne veljati na dan prejema zadnjega od teh obvestil.

Sporazum je sestavljen v dveh izvodih v francoskem in slovenskem jeziku, pri čemer sta besedili enako verodostojni.

Sklenjeno v *Ammeney*..., dne *26. 5. 1994.*

Za Vlado
Republike Francije:
Minister za opremo transport
in turizem,



M. BERNARD BOSSON

Za Vlado
Republike Slovenije:
Minister za promet
in zveze,



IGOR UMEK, dipl. oec.

PROTOKOL SKLENJEN NA PODLAGI 18. ČLENA SPORAZUMA MED
VLADO REPUBLIKE FRANCIJE IN VLADO REPUBLIKE SLOVENIJE
O MEDNARODNEM CESTNEM PREVOZU STVARI

Da bi sporazum lahko uresničevali, sta se franconska in slovenska delegacija dogovorili o naslednjem:

Kar zadeva 7., 8. in 9. člen

- a) Dovoljenja, veljavna na slovenskem ozemlju, imajo v gornjem levem kotu oznako "SLO", dovoljenja, veljavna na francoskem ozemlju, pa nosijo oznako "F".
- b) Dovoljenja so oštevilčena ter imajo žig in podpis organa, ki jih je izdal.
- c) Terminalska dovoljenja so natisnjena na belem papirju. Dovoljenja, vezana na vožnjo, so natisnjena na zelenem papirju.
- d) Poročila, ki so v prilogi dovoljenj, obsegajo:
 - ime izvajalca
 - datume poti tja in nazaj
 - številko dovoljenja, na katero se poročila nanašajo
 - registrsko številko vozila, ki opravlja prevoz
 - nosilnost in skupno težo vozila
 - mesto nakladanja in razkladanja blaga
 - vrsto in težo blaga, ki se prevažata
 - lokacijo za carinsko plombo.
- e) Po uporabi oziroma izteku veljavnosti uporabniki vrnejo dovoljenja in poročila, če niso bila izkoriščena, službi, ki jih je izdala.

Kar zadeva 10. člen

Vloge za pridobitev posebnih dovoljenj je treba predložiti:

- a) če gre za francoske prevoznike, naslovu:

Slovenska cestna podjetja
Ljubljana, Slovenija

- b) če gre za slovenske prevoznike:

Prefekturi departmaja vstopa na francosko ozemlje ali
Prefekturi francoskega departmaja nakladanja.

Kar zadeva 11. člen

Izvajalci, ki opravljajo prevoze, ki jih ureja sporazum z dne, s cestnimi vozili, registriranimi v eni od pogodbenic, so na recipročni podlagi oproščeni plačevanja naslednjih taks in davkov:

- a) v Franciji posebne takse na določena cestna vozila (imenovane "taksa na osno razdaljo"), uzakonjene s 16. členom spremenjenega zakona št. 67-1114 z 21. decembra 1967,
- b) v Sloveniji cestnih taks, določenih z zakonom, ki ureja mednarodne prevoze.

Kar zadeva 16. in 17. člen

Organa, pristojna za uresničevanje sporazuma, sta:

- za francosko stran:

Ministère de l'Équipement, du Logement
et des Transports
Grande Arche-Paroi Sud
92055 Paris La Défense Cédex 04

- za slovensko stran:

Ministrstvo za promet in zveze
Prešernova 23
61000 Ljubljana
Slovenija

Kontingent

- a) V prvem letu uresničevanja sporazuma je letno število voženj "odhod" in "prihod", ki jih smejo prevozniki ene države opraviti na ozemlju druge države, v tranzitu čez to državo ali pri prevozu za in iz tretjih držav ob tranzitiranju lastne države, določeno na 14.000 ter za prevoze " tretjih držav" na 100.

b) Vsako dovoljenje, vezano na čas potovanja, velja pavšalno za 40 transportnih poti.

v *Amnency* dne *26. 5. 1994.*

Za Vlado
Republike Francije:

Minister za opremo transport
in turizem,



M. BERNARD BOSSON

Za Vlado
Republike Slovenije:

Minister za promet
in zveze,



IGOR UMEK, dipl. oec.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
SLOVENIA CONCERNING INTERNATIONAL CARRIAGE OF
GOODS BY ROAD

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Slovenia,

Desiring to promote the transport of goods by road between the two States and in transit through their respective territories,

Have agreed as follows:

Article 1

The provisions of this Agreement shall be applicable to the international carriage of goods, i.e., the carriage of goods for hire or reward or on own account, from or to either of the Contracting States in vehicles registered in the other Contracting State, or traffic in transit through the territory of either of the Contracting States by motor vehicles registered in the other Contracting State.

The term “carrier” used in this Agreement shall mean any company authorized to engage in the international carriage of goods in accordance with the rules in force in each State Party to the Agreement.

Article 2

Carriers of one Contracting Party shall not be authorized to engage in domestic transport in the territory of the other Contracting Party.

Article 3

The transport of goods as referred to in article 1 of this Agreement, together with unladen vehicle movements, shall be subject to the issuance of a permit in advance.

Article 4

Carriers of either State may, under the permits referred to in articles 5, 7, 8 and 9 of this Agreement, carry goods between the territory of the other State and a third State, provided the goods in question are carried in transit through the country in which the vehicle is registered.

However, such transport operations shall be permitted even in cases where the goods are not carried in transit through the country in which the vehicle is registered if a special permit has been issued by the competent authorities of the other Contracting Party.

¹ Came into force on 1 March 1996 by notification, in accordance with article 20.

Article 5

1. Transport permits shall be issued to carriers by the competent authorities of the State in which the vehicles carrying the goods are registered, and, where applicable, within the limits of quotas to be agreed upon annually by the Contracting Parties, either by exchange of letters, or by the Joint Commission referred to in article 17.

2. To that end, the competent authorities of the two States shall exchange the necessary documents.

Article 6

In the following cases, a permit of the kind referred to in article 3 of this Agreement shall not be required:

- (a) Transport for humanitarian purposes;
- (b) The transport of goods by motor vehicles having a total laden weight (including trailers) of not more than 6 tons, or having an authorized carrying capacity (including trailers) of not more than 3.5 tons;
- (c) The transport of objects and works of art to fairs, exhibitions or demonstrations;
- (d) The occasional transport of objects and materials that are to be used exclusively for advertising or information purposes;
- (e) The removal of households by carriers having specialized personnel and equipment at their disposal;
- (f) The transport of equipment, properties and animals to or from theatrical, musical, cinematographic and sporting events, circuses, fairs or festivals and to or from radio broadcasting recording sessions and cinematographic or television filming sessions;
- (g) The transport of baggage by trailers towed by passenger transport vehicles and the transport of baggage by any other kind of vehicle to or from airports;
- (h) The transport of postal items;
- (i) The entry of breakdown and towing vehicles and the transport of damaged vehicles;
- (j) The transport of human remains by vehicles specially equipped for that purpose;
- (k) The transport of animal carcasses for quartering;
- (l) The transport of bees and young farmed fish;
- (m) The transport of live animals in specialized vehicles;
- (n) The transport of valuable objects in specialized vehicles.

Article 7

1. Permits shall be of two types:

(a) Time permits, valid for an unspecified number of journeys and for a period of one calendar year;

(b) Journey permits, valid for one or more journeys and for a period not to exceed three months.

2. Permits shall entitle the carrier to take on a return load of goods.

Article 8

Permits shall be printed in the languages of both Contracting Parties in accordance with the models drawn up by agreement between their competent authorities.

Article 9

1. Permits shall be drawn up in the name of the company effecting the transport operation and shall be non-transferable.
2. The competent authorities shall issue the permits provided for under this Agreement free of charge.
3. Permits must be carried on board the vehicles and be produced whenever required by inspection officials.
4. Permits must be accompanied by journey records, which shall be stamped by the customs service upon entry into and exit from the territory of the State for which they are valid.

Article 10

Where the weight or dimensions of a vehicle or load exceed the limits permitted in the territory of the other Contracting Party, the vehicle must be provided with a special permit issued by the competent authority of that other Contracting Party.

Article 11

1. Carriers engaging in transport operations under this Agreement shall be subject to the taxes and charges payable in the territory of the other Contracting Party in respect of carriage within the latter territory.
2. However, the two Contracting Parties may grant reductions in or exemptions from such taxes and charges, as specified in the Protocol referred to in article 18 of this Agreement.

Article 12

Vehicle crew members may import free of duty and without an import permit their personal effects and such equipment as they may require for their work during the length of their stay in the importing country. They may also re-export such items without a permit.

Article 13

Spare parts imported temporarily for the repair of road vehicles engaged in international transport operations shall be exempt from import duties and charges in the territory of the Contracting Party concerned.

Such imported items shall be subject to the domestic regulations in force in the territory of the Contracting Party concerned. Parts which have been replaced shall be re-exported or destroyed under customs supervision.

Article 14

Permit holders and their employees shall be required to comply in the territories of the Contracting Parties with the regulations in force concerning transport, road traffic, customs and police.

Article 15

The domestic legislation of each Contracting Party shall apply to all matters not regulated by this Agreement or by the international conventions to which the Contracting Parties are signatories.

Article 16

If the provisions of this Agreement are violated in the territory of one of the Contracting Parties, the competent authorities of the State in which the vehicle is registered shall, at the request of the competent authorities of the other Contracting Party, impose either of the following penalties:

(a) Caution;

(b) Withdrawal, temporarily or permanently, partially or totally, of the right to carry out the transport operations referred to in article 1 of this Agreement in the territory of the State in which the violation was committed.

The authorities applying the penalty shall so inform the requesting authorities.

Article 17

1. Representatives of the two authorities shall form a Joint Commission to ensure the satisfactory implementation of the Agreement and its adaptation to developments in traffic, and to exchange all necessary statistical or other information.

2. The Joint Commission shall meet, periodically and as necessary at the request of either of the Contracting Parties, alternately in the territory of each of the Contracting Parties.

Article 18

1. The Contracting Parties shall lay down detailed rules for the implementation of this Agreement in a Protocol signed at the same time as the Agreement.

2. The Joint Commission established under article 17 shall have the power to modify the said Protocol as necessary.

Article 19

The provisions of this Agreement shall apply without prejudice to the present and future regulations and obligations deriving from the Treaty of Rome establishing the European Communities.

Article 20

This Agreement shall be valid indefinitely. Either of the Contracting Parties may terminate this Agreement by giving a minimum of three months' advance notice.

Each Party shall notify the other Party of the completion of the internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the date on which the latter notification is received.

DONE at Annecy on 26 May 1994, in duplicate in the French and Slovene languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

BERNARD BOSSON

For the Government
of the Republic of Slovenia:

IGOR UMEK

PROTOCOL ESTABLISHED PURSUANT TO ARTICLE 18 OF THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF SLOVENIA CONCERNING THE INTERNATIONAL CARRIAGE OF GOODS BY ROAD

For the purpose of applying the said Agreement, the French and Slovene delegations have agreed as follows:

With respect to articles 7, 8 and 9:

(a) Permits valid in Slovene territory shall bear the letters "SLO" in the upper left-hand corner; those valid in French territory, the letter "F";

(b) Permits shall be numbered and shall bear the stamp and signature of the issuing authority;

(c) Time permits shall be printed on white paper. Journey permits shall be printed on green paper;

(d) The journey records accompanying permits shall include:

- The name of the carrier;
- The dates of the outward and return journeys;
- The number of the permit to which they relate;
- The registration number of the vehicle engaged in the transport;
- The carrying capacity and total laden weight of the vehicle;
- The loading and unloading points;
- The nature and weight of the goods carried;
- A space for the customs stamp;

(e) Permits and journey records shall be returned to the issuing authorities by the holders after use or, if they are not used, upon the expiry of their period of validity.

With respect to article 10:

Applications for special permits shall be submitted:

(a) In the case of the French carriers:

Slovenska Cestna Podjetja
Ljubljana
Slovenia

(b) In the case of Slovene carriers:

To the Prefecture of the department in which the point of entry into French territory is located, or to the Prefecture of the department in which the loading point is located.

With respect to article 11:

Carriers using vehicles registered in either of the Contracting Parties to engage in bilateral transport operations regulated by the Agreement of 26 May 1994 shall be exempt, on a reciprocal basis, from the following charges and taxes:

(a) In France, the special tax on certain road vehicles (commonly known as the “per-axle tax”) instituted by article 16 of Act No. 67-1114 of 21 December 1967, as amended;

(b) In Slovenia, the road taxes applied by law to international transport operations.

With respect to articles 16 and 17:

The competent authorities for the application of the Agreement shall be:

On the French side:

Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports
Direction des Transports Terrestres
Grande Arche — Paroi Sud
92055 Paris la Défense Cédex 04

On the Slovene side:

Ministrstvo za Promet in Zveze
Prešernova 23
61000 Ljubljana
Slovenia

Quota

(1) For the first year of application of the Agreement, the number of outward and return journeys which carriers of one country will be allowed to make in the territory of the other country, in transit through that country or in triangular traffic shall be 14,000 and, in the case of transport operations between that country and “third countries”, 100.

(2) Each time permit shall count as 40 journeys.

DONE at Annecy on 26 May 1994, in duplicate in the French and Slovene languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
BERNARD BOSSON

For the Government
of the Republic of Slovenia:
IGOR UMEK

